



Extrait du registre des délibérations du comité syndical

Séance du 25 mars 2022

Délibération n° C2022-15

PABN : Présentation des résultats de l'étude
sur les services numériques

Nombre de délégués en exercice	: 69
Nombre de délégués présents	: 42
Nombre de pouvoirs	: 10
Nombre de votants	: 52

Le vingt-cinq mars deux mille vingt-deux, le comité du Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement du Finistère, convoqué le dix-sept mars 2022, s'est réuni à Quimper, à la salle des conférences du SDEF, sous la présidence de M. Antoine COROLLEUR, Président du syndicat.

Etaient présents :

Secteur d'ABERS/IROISE : - François BIZIEN (Le Conquet), Antoine COROLLEUR (Plourin) reçu pouvoir de François HAMON, Gildas FOREST (Brélès) reçu pouvoir de Georges GOURVENEC, Joseph GALLIOU (Tréglonou), Roger TALARMAIN (Plouguin), Alexandre TREGUER (Landéda) - **Secteur du CAP SIZUN** : René SOUBEN (Mahalon) reçu pouvoir de Rémy LE COZ et de Patrick TANGUY - **Secteur du CENTRE** : Pierrot BELLEGUIC (Kergloff), Georges MORVAN (Scrignac), Denis SALAUN (Plonévez-du-Faou) - **Secteur de CROZON-CHATEAULIN** : Joël BLAIZE (Plomodiern), Xavier BOREL (Le Faou) reçu pouvoir de Philippe BRUN et de Alban LE ROUX, Jean-Michel LEZENVEN (Argol), Brigitte PAVEC (Pleyben) - **Secteur de LANDERNEAU-LESNEVEN** : Pierre-Victor CHARBONNET (Plounéour-Brignogan-Plages), Gérard LE MEUR (Pencran), André POSTEC (Logonna-Daoulas) reçu pouvoir de Michel JOURDEN, Jean-Yves QUERE (Ploudaniel) reçu pouvoir de Pascal KERBOUL - **Secteur de LANDIVISIAU/HAUT LEON** : - Jean-Pierre GILET (Mespaul), Marie-Claire HENAFF (Saint-Vougay) reçu pouvoir de Gérard DANIELOU, Jean JEZEQUEL (Plougourvest), Hervé JEZEQUEL (Saint-Pol-de-Léon), Daniel LE SAINT (Sizun), Francis MOINE (Lanhournaneu) - **Secteur du PAYS BIGOUDEN** : Michel BUREL (Plovan), Stéphane LE DOARE (Pont-l'Abbé), Christian LOUSSOUARN (Combrit), Jean-Yves ROZEN (Plobannalec-Lesconil) - **Secteur de QUIMPER** : Laure CAMARO (Fouesnant), Alain DECOURCHELLE (Pluguffan), André LAUDEN (Plonéis), Didier LE ROY (Plogonnec) suppléant de Pascal LE GOFF, Jean L'HARIDON (Landudal) reçu pouvoir de Pascal MIOSSEC, René ROCUET (Saint-Evarzec) - **Secteur de QUIMPERLE/CONCARNEAU** : Jean-Louis BLOT (Nevez), Alain PELIZZA (Saint-Yvi), Jacques RANNOU (Rosporden), Michel TANGUY (Trégunc), Marie-José TOULLEC (Bannalec) - **Collège des EPCI** : - Denis MAO (Concarneau Cornouaille Agglomération), Gilbert MIOSSEC (Communauté de Communes du Pays de Landivisiau), Jean-Louis BUANNIC, suppléant de Ronan CREDOU (communauté de commune du pays Bigouden sud)

Excusés : Georges GOURVENEC (Ploudalmézeau), Didier PLUVINAGE (Ploumoguier), Rémy LE COZ (Plouhinec), Patrick TANGUY (Le Juc'h), Michèle LALLOUET (Châteauneuf-du-Faou), Philippe BRUN (Crozon), Ludovic APPELGHEM (Landerneau), Christophe BELE (Kernouës), Nathalie BERNARD (Plougasnou), Gilles CREACH (Taule), François GIROTTO (Plouégat-Moysan), François HAMON (Saint-Martin-des-Champs), Alban LE ROUX (Carantec), Yvon POULIQUEN (Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner), Thomas FEREC (Briec), Yves FORMENTIN-MORY (Quimper), Hervé HERRY (Ergué-Gabéric), Pascal LE GOFF (Plogonnec), Pascal MIOSSEC (Langolen), Ronan CREDOU (Communauté de communes du Pays Bigouden Sud), Michel JOURDEN (Pays d'Iroise Communauté), Pascal KERBOUL (Communauté de Lesneven Côte des Légendes), Gérard DANIELOU (Haut Léon Communauté)

Assistaient en outre :

Services du SDEF : Jacques MONFORT, Emmanuel QUERE, Christian HENAFF, Morgane BOULIERE, Laurence LE Velly - **Trésor Public** : Régine HADO

Est élu secrétaire de séance : Pierrot BELLEGUIC

PABN : Présentation des résultats de l'étude sur les services numériques

Délibération N° C2022-15

Le Président rappelle qu'à la suite de l'arrêt du réseau Penn ar Bed Numérique (PABN) par le Département, le SDEF s'est vu transférer le 1^{er} janvier 2020 un ensemble d'infrastructures optiques composé de 38 km de fibres optiques et de génie civil en souterrain, 35 km de fibres optiques aériennes sur supports HTA/BT et 15 km de fibres optiques dans des infrastructures d'Orange.

Considérant que les enjeux en matière de services numériques sont de plus en plus importants pour les collectivités et que cela engendre des coûts croissants dans un contexte marqué par la menace cyber, le SDEF a lancé une étude permettant d'évaluer les conditions technico-économiques dans lesquelles des services numériques mutualisés et sécurisés pourraient être déployés en s'appuyant sur cette infrastructure de fibre optique pour le compte de ses adhérents, communes et EPCI finistériens.

Les objectifs de l'étude étaient les suivants :

- évaluer les conditions technico-économiques de mise en place et de développement de services numériques mutualisés, sécurisés et abordables à destination des adhérents ;
- évaluer les aspects techniques et économiques nécessaires pour déployer des services numériques : déploiements d'infrastructures optiques supplémentaires, évolution de l'architecture informatique et réseau du SDEF ;
- Démontrer la pertinence de la mise en place de différents services.

Cinq services numériques ont été étudiés : la connectivité, la cybersécurité, la sauvegarde et la restauration des données, l'accès internet sécurisé de 1Gb avec un haut niveau de sécurité et une GTR de 4 heures et la téléphonie sur IP.

Dix-huit entretiens ont été réalisés avec des EPCI, communes et Megalis.

L'étude réalisée par le Cabinet Cap Hornier démontre que le déploiement d'un réseau de fibre optique en propre nécessite des investissements tels qu'il ne permettra pas d'équilibrer le projet.

Le cabinet a détaillé un second scénario qui s'appuie, d'une part, sur une offre de fibre dédiée appuyée sur le réseau THD de Megalis et, d'autre part, sur des prestataires privés. Avec ce scénario, il montre que le projet pourrait être équilibré voire rémunérateur.

Ce second scénario reste incertain car, pour apporter le service de connectivité, des discussions seraient à engager avec Megalis et son délégataire afin, d'une part, de disposer d'un service activé via le réseau BTHD qui servirait d'ossature au réseau et, d'autre part, de disposer d'une offre GFU (fibre dédiée de type FTTE) qui n'existe pas pour le moment. Enfin, les services ne pourraient être délivrés qu'au fur et à mesure du déploiement de la fibre de Megalis.

Il serait opportun de réaliser un complément d'étude pour affiner l'évaluation technico-économique du scénario « externalisé ». L'objectif serait le suivant :

- évaluer avec Megalis, les possibilités techniques, financières et les échéances qui permettraient d'articuler un service de connectivité avec le réseau Megalis en cours de déploiement,
- affiner le plan d'affaire de ce scénario en réinterrogeant les taux de pénétration des différents services par rapport aux résultats de la 1^{ère} enquête réalisée par le SDEF et en fonction du positionnement à venir des EPCI sur ces sujets (Quimperlé Communauté, Landerneau-Daoulas, Haut Léon Communauté réfléchissent à la mutualisation des services numériques), certains taux de pénétration (63 à 73 %) retenus dans l'étude paraissant optimistes,
- intégrer les coûts internes en termes de moyens humains qui seraient nécessaires au sein du SDEF pour piloter un tel projet.

Le Président sur avis favorable du Bureau réuni le 11 mars 2022 et sur avis de la Commission numérique réunie le 28 février 2022, propose aux délégués du Comité syndical l'abandon du scénario

« propriétaire », l'étude au cas par cas des opportunités de valorisation des infrastructures, de donner délégation au bureau pour examiner les demandes concernant l'utilisation des infrastructures ou les opportunités de cession des câbles optique, la réalisation d'un complément d'étude pour affiner l'évaluation technico-économique du scénario « externalisé ».

Le Comité, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- l'abandon du scénario « propriétaire » permettant de ne pas renouveler le contrat d'IRU avec ARTERIA qui représenterait 364 000 € d'investissement à payer en 1 fois pour une durée de 15 ans et 25 480€/an de frais d'hébergement et de maintenance soit au total sur la période : 746 200 € ainsi que le non renouvellement des deux IRU conclus avec QCT qui courent jusqu'en octobre et novembre 2025,
- l'étude au cas par cas des opportunités de valorisation des infrastructures propriété du SDEF en lien avec Megalis et les EPCI : location des infrastructures passives de communication électronique, cession des câbles de fibre optique etc...,
- de donner délégation au bureau pour examiner les demandes concernant l'utilisation des infrastructures ou les opportunités de cession des câbles optique propriété du SDEF,
- la réalisation d'un complément d'étude pour affiner l'évaluation technico-économique du scénario « externalisé » tel que décrit ci-dessus.

Pour extrait conforme au registre

Le 23 mai 2022

Antoine COROLLEUR, Président du SDEF

